

Le racisme noir contre les Noirs en Afrique : un douloureux paradoxe de la lutte des classes

Le racisme est un outil stimulé par les capitalistes pour mobiliser certains groupes de travailleurs contre d'autres, afin que leur exploitation commune passe inaperçue.

(10 septembre 2019)

En marge de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine, des agressions gratuites de Jair Bolsonaro contre de hauts dignitaires et d'autres chefs d'État en désaccord avec lui, et en marge des tensions qui entourent le Brexit, on est frappé, dans les médias qui analysent l'actualité internationale, par le silence assourdissant qui règne autour des agressions xénophobes en Afrique du Sud, en Zambie et au Nigeria. Nous voudrions les évoquer pour souligner que le racisme et la xénophobie n'ont pas de couleur ; ce sont des outils de division et de contrôle de la classe ouvrière, et toute lutte contre l'exploitation économique et l'oppression politique qui n'a pas pour fondement pratique la solidarité internationale entre *tous* les travailleurs peut finir par apporter de l'eau au moulin de la réaction fasciste.

Nouvelles agressions xénophobes en Afrique du Sud

Le 28 août 2019, une vague de rébellions et de pillages de magasins a commencé à Jeppestown, une banlieue de Johannesburg, vague qui s'est rapidement étendue au centre-ville. Le déclencheur a peut-être été la mort du chauffeur de taxi Jabu Baloyi, abattu alors qu'il tentait d'empêcher l'action de plusieurs trafiquants de drogue. Ses collègues chauffeurs de taxi ont effectué une descente dans le centre-ville de Johannesburg en promettant de balayer la ville des «*nyaope boys*» – ces consommateurs de *nyaope*, une drogue hautement addictive qui résulte d'un mélange de marijuana, d'héroïne, de mort-aux-rats, de méthamphétamine et de médicaments contre le VIH. Le 3 septembre 2019, 189 personnes ont été arrêtées pour avoir participé à des pillages, cinq décès ont été confirmés et les actes de violence se sont étendus aux provinces du Gauteng et du KwaZulu-Natal.

Jusqu'alors, tout laissait penser qu'il s'agissait d'un nouveau massacre de toxicomanes, bouc émissaire commun des maux urbains. Une analyse plus approfondie montre cependant que les pillages ont surtout visé des magasins tenus par des étrangers. Pire encore, ils ont coïncidé avec une grève des camionneurs contre l'embauche d'étrangers dans cette branche. Les deux mobilisations semblent s'être nourries l'une de l'autre.

De tels actes xénophobes, selon la campagne de Right2Know, spécialisée dans le soutien aux manifestants, ont été alimentés par des déclarations xénophobes de personnalités comme le président Cyril Ramaphosa qui, durant sa récente campagne électorale, a appelé les citoyens sud-africains à «*défendre la souveraineté et la démocratie*» du pays (contre les étrangers, comme tout xénophobe le comprend aisément entre les lignes) ; le ministre de la Santé, Aaron Motsoaledi, selon lequel les services de santé sud-africains seraient surchargés de travail à cause des migrants clandestins ; ou le maire de Johannesburg, Herman Mashaba, pour qui les immigrants seraient responsables de la criminalité dans sa ville. Chaque déclaration xénophobe de ces gouvernants, selon Right2Know, a été suivie d'agressions contre les étrangers dans différentes localités en Afrique du Sud. Les agresseurs ont pu compter sur l'action, ou plutôt sur l'inaction, des agents de l'État : les policiers n'ont rien fait, ou presque, contre les pillages des magasins tenus par des étrangers ; quant aux fonctionnaires et aux partis politiques, ils ont pris tout leur temps pour exprimer une position au sujet des agressions (quand ils l'ont fait).

Étant l'une des deux économies les plus dynamiques du continent, l'Afrique du Sud attire des vagues de migrants. Selon les sources, il y a 3 millions, 3,6 millions ou 4 millions de migrants dans le pays, ce

qui représente environ 5 à 7 % d'une population de 57,7 millions d'habitants selon le recensement sud-africain de 2018. D'après la BBC, 70 % de ces migrants sont originaires de pays voisins (Zimbabwe, Lesotho et Mozambique), et les 30 % restants viennent du reste du monde, mais principalement du Malawi, du Royaume-Uni, de Namibie, d'Essuatini (anciennement Swaziland) et d'Inde.

Comme on pouvait s'y attendre, les discours des xénophobes à l'encontre des migrants ne résistent pas à un examen approfondi. L'économiste Raphael Chalkson a démontré, à l'aide de modèles économétriques, que non seulement les migrants ne «volent» pas les emplois des Sud-Africains, mais que leur présence s'accompagne toujours d'une petite création d'emplois dans les lieux où ils s'installent, en particulier dans les professions les plus précaires. Rien ne permet de prouver la véracité de déclarations comme celle de Deliwe de Lange, chef de la police du Gauteng, pour qui plus de la moitié des crimes dans cette province sud-africaine auraient été commis par des immigrés : une rapide étude criminologique de Gareth Newham, de l'Institut d'études sur la sécurité à Pretoria, a montré en 2017 qu'il n'y avait pas de preuves à cet égard, et que la population carcérale sud-africaine ne comptait que 7,2% d'étrangers – chiffre correspondant approximativement à leur pourcentage dans la population sud-africaine.

Rebondissement international après les agressions xénophobes

Il s'avère que la violence xénophobe injustifiable en Afrique du Sud a fini par provoquer une réaction en chaîne. Au Nigeria, des manifestations organisées par l'Association nationale des étudiants nigériens (NANS) contre les filiales nigérianes du géant sud-africain des télécommunications MTN, et contre la chaîne de supermarchés sud-africaine Shoprite, ont eu lieu le 29 août 2019. Selon la journaliste Adaobi Tricia Nwaubini, *«l'Afrique du Sud a une longue histoire d'agressions xénophobes par des Noirs, qui accusent les citoyens d'autres pays africains, ainsi que des pays asiatiques, de leur voler leur emploi»* affirmation totalement infondée, comme nous l'avons vu. Selon cette journaliste, qui écrit du point de vue nigérian, il existe une tension xénophobe évidente entre les Sud-Africains et les Nigériens : alors que les premiers *«croient que nous sommes des criminels, des individus bruyants, et que nos hommes leur piquent leurs femmes»*, les seconds pensent que les Sud-Africains *«sont simplement jaloux, jaloux de notre confiance en nous et de notre capacité à prospérer et à briller»*. Le petit entrepreneur nigérian Emmeka Uhanna, résidant à Johannesburg, renforce cette impression dans son récit détaillé sur les récentes agressions : *«les gens ici [à Johannesburg] disent que ce sont les Nigériens qui apportent la drogue et la prostitution»*. Le gouvernement nigérian a même convoqué l'ambassadeur sud-africain pour qu'il transmette ses préoccupations au président Cyril Ramaphosa ; le Nigeria a annulé sa participation au Forum économique africain prévu au Cap en raison des agressions contre ses compatriotes ; et il a fermé son ambassade en Afrique du Sud pour des *«questions de sécurité»*.

Du Nigeria, les réactions se sont étendues à la Zambie, qui a annulé un match de football prévu le 7 septembre 2019 dans sa capitale, Lusaka, contre l'équipe nationale sud-africaine ; dans cette même ville, un magasin de la chaîne de supermarchés sud-africaine Pick-n-Pay a été saccagé par la population. Le Botswana s'est joint à la vague : son gouvernement a recommandé aux voyageurs botswanais en route pour l'Afrique du Sud et à ses compatriotes vivant à Johannesburg, et dans d'autres endroits touchés par les attentats, *«d'éviter les zones où ont lieu des émeutes»*, et il les a encouragés à *«rester vigilants en permanence»*.

L'«afrophobie» est-elle en cause ?

Une telle vague d'agressions soulève un certain nombre de questions. Après tout, l'Afrique du Sud a subi, pendant des décennies, des gouvernements racistes sous le régime de l'apartheid. Les gouvernements successifs de l'African National Congress (ANC) qui ont succédé à ce régime ignoble n'ont cependant pas réussi à répondre aux attentes égalitaires de la majorité de la population sud-africaine. L'ANC, qui fut peut-être le principal instrument de la lutte contre le régime raciste et en qui la

majeure partie de la population sud-africaine a placé d'énormes espoirs, a également servi d'instrument pour l'ascension politique et économique d'une fraction autochtone de la classe des gestionnaires, provenant principalement des syndicats et d'organisations telles que le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU) et le Conseil national des syndicats (NACTU). Quel est le rapport entre ce contexte et la vague actuelle d'agressions xénophobes ?

Tenant d'expliquer les motivations d'une vague similaire d'agressions xénophobes en 2017, le professeur Rothney Tshaka du département de philosophie et de théologie de l'université d'Afrique du Sud (UNISA) a été catégorique : ces agressions ne seraient pas causées par la xénophobie pure et simple, mais par l'afrophobie, *«la peur d'un 'Autre' spécifique – l'Autre noir, venant du nord du fleuve Limpopo»* – c'est-à-dire du Zimbabwe, du Mozambique et du reste de l'Afrique. *«Si les étrangers étaient la cible principale, les individus xénophobes auraient sans doute fait la chasse à tous les étrangers pour leur faire comprendre qu'ils ne sont pas les bienvenus dans ce pays»*, a poursuivi le professeur Tshaka ; *«ce qui est drôle, a-t-il déclaré, c'est que les Grecs, les Bulgares et d'autres nationalités viennent vivre en Afrique du Sud et que, en raison de leur peau blanche, leur présence est considérée comme bénéfique. Selon la perception générale, qu'elle soit juste ou erronée, ils peuvent être d'une certaine utilité – contrairement aux Noirs qui ne sont pas sud-africains. C'est pourquoi je préfère parler d'afrophobie plutôt que de "xénophobie".»*

Commentant les récentes agressions, l'Institut des relations raciales (IRR), un groupe de réflexion antiraciste britannique, s'est empressé de mettre en garde l'opinion publique contre l'attribution de ces émeutes à la xénophobie : *«Ce qui est en jeu, comme nous l'avons affirmé en 2008 [lors d'une autre vague d'attentats xénophobes], c'est plutôt le mélange toxique de frustrations causées par des aspirations socio-économiques insatisfaites, la hausse du chômage, la pauvreté endémique et l'incapacité à fournir des services publics»*. Cette conclusion est similaire à celle du professeur Tshaka en 2017, pour qui «l'afrophobie» résulterait de deux facteurs : *«D'abord, la promesse que la démocratie fournirait aux Noirs tous les avantages dont ils ont toujours rêvé ; ensuite, la constatation déprimante que de telles promesses resteront inaccessibles à la majorité d'entre eux.»*

Apartheid, racisme et lutte des classes

Les promesses non remplies du régime de l'ANC en Afrique du Sud ont déjà fait l'objet de nombreux articles (cf. la liste à la fin de ce texte). Aujourd'hui, on évoque cependant peu l'origine de ce régime ; nous avons analysé ce problème maintes fois sur ce site, mais nous voudrions y revenir car il est important pour l'argumentation que nous avons l'intention de développer.

Le régime d'apartheid n'était pas exclusivement fondé sur une sorte de racisme atavique – également présent, par exemple, dans la constitution raciste de la République sud-africaine – mais sur des conflits sociaux liés à l'ascension sociale et économique des travailleurs noirs dans les mines d'or du Transvaal au tournant du XIX^e et du XX^e siècle. Il existait alors deux marchés du travail, qui se caractérisaient par une différenciation salariale marquée : le marché des travailleurs non qualifiés, généralement des prolétaires autochtones ou chinois effectuant des tâches simples pour lesquelles aucune qualification importante n'était requise ; et le marché des travailleurs qualifiés, généralement des prolétaires immigrés britanniques, qui apportaient avec eux les qualifications professionnelles nécessaires à l'exercice de leurs métiers. Les différences entre ces activités étaient si importantes qu'il n'était pas possible que les bas salaires des autochtones – généralement trois à quatre fois inférieurs à ceux des migrants qualifiés – affectent de quelque manière que ce soit les salaires des travailleurs européens immigrés qualifiés, ou exercent une pression à la baisse sur leurs rémunérations. Ces professions sont restées séparées sur le plan racial, en raison des différences de qualifications entre les travailleurs.

Au fil du temps, en exerçant continuellement certaines activités, en observant quotidiennement des activités professionnelles plus complexes et en y participant, les travailleurs sud-africains autochtones se

sont également qualifiés et ont commencé à effectuer des tâches plus complexes, auparavant exclusivement réservées aux travailleurs blancs d'origine européenne. Les différences de salaire entre ces deux catégories de travailleurs étaient si importantes que même lorsqu'un ouvrier autochtone qualifié exigeait un salaire plus élevé, cette rémunération était certes plus élevée que celle de ses collègues moins qualifiés, mais aussi beaucoup plus faible que celle de ses collègues britanniques ou afrikaners, qui assumaient progressivement des tâches d'une complexité intermédiaire dans cette branche. Une telle situation satisfaisait pleinement les patrons : elle leur permettait de réduire le coût de leur main-d'œuvre, et les bas salaires des travailleurs autochtones nouvellement qualifiés devinrent un outil permettant aux employeurs d'exercer une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs britanniques qualifiés.

Ce conflit social fut à l'origine de mouvements de grève durant lesquels, en 1907, 1913 et 1914, les travailleurs blancs exigèrent des garanties légales contre l'embauche de travailleurs noirs qualifiés, initialement pour des raisons de «sécurité sur les lieux de travail». Le mouvement fut tellement radical et violent que les autorités firent usage de canons contre les sièges des syndicats. Bien que la grève de 1907 ait entraîné l'embauche de mille Afrikaners pour remplacer les grévistes britanniques, ceux-ci ne furent pas affectés par la nouvelle législation mise en œuvre en 1911 ; leurs salaires étaient compatibles avec ceux des Britanniques et ne représentaient donc aucune pression à la baisse. Cette loi était spécifiquement dirigée contre la participation des Noirs aux postes de travail les plus qualifiés ; les travailleurs africains servaient de réserve raciste sur le marché du travail pour les ouvriers blancs et également comme l'un des éléments de la construction de l'apartheid racial en tant que régime politique.

En 1921 et 1922, avec la chute du prix de l'or sur le marché international, les patrons s'attaquèrent à nouveau aux salaires désormais unifiés des travailleurs blancs. Les employeurs se mirent à violer systématiquement la législation, ce qui entraîna la rébellion dite du Rand : une vague de grèves des travailleurs blancs commença en mars 1922 et se radicalisa au point que les syndicats formèrent des détachements armés ; des éléments liés à la Troisième Internationale participèrent au mouvement et proposèrent la fondation d'une république – mais de quelle république pouvait-il s'agir, alors que les grévistes défendaient des slogans racistes abjects comme *«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour une Afrique du Sud blanche»* ? Pendant les années qui suivirent, la rébellion fut écrasée par les troupes du Premier ministre Jan Smuts ; mobilisant 20 000 soldats, ces forces de répression utilisèrent l'artillerie, les chars et des avions bombardiers. Jusqu'en 1929, plusieurs lois du travail furent adoptées pour répondre aux principales revendications des grévistes, dont deux particulièrement : la Loi sur les procédures de conciliation (1924) et la Loi sur les mines et les travailleurs (1926).

En vertu de la première loi, les syndicats furent reconnus comme des interlocuteurs légitimes pour négocier les revendications des travailleurs – mais les ouvriers noirs n'avaient pas le droit d'adhérer à ces organisations. La seconde loi renouvela et renforça les mesures d'apartheid mises en œuvre par la loi raciste de 1911. Cela consolida progressivement le régime de séparation raciale – afin de satisfaire la revendication des travailleurs blancs, selon laquelle leurs emplois étaient «volés» par les Noirs ! Apparemment vaincu sur les champs de bataille, le slogan *«Prolétaires de tous les pays, unissez-vous pour une Afrique du Sud blanche»* progressa sur le terrain législatif, empêchant ainsi par la force l'insertion de travailleurs noirs qualifiés, d'abord dans certains emplois, puis dans la société tout entière.

Quelles sont les conséquences des agressions racistes antinoires actuelles ?

L'histoire ne se répète jamais, mais elle peut nous transmettre des leçons. Le racisme est un phénomène dont les fondements économiques et sociaux se reproduisent dans tous les pays, sur tous les continents, quels que soient les traits physiques invoqués. Sous l'influence du racisme, un Sud-Africain noir prétendra savoir identifier aussi bien un Nigérian, un Malien ou un Zambien, qu'un Portugais affirmera pouvoir reconnaître avec la même «compétence» un Italien, ou qu'un Français identifiera un

Allemand. En fait, les racistes créent des profils si précis de leurs prétendues «races» qu'un raciste sud-africain d'un groupe ethnique donné pensera être capable d'identifier aussi bien le membre d'un autre groupe ethnique africain, qu'un Portugais de Beiras sera persuadé qu'il peut identifier un Portugais de l'Alentejo – et vice versa. La biologie est toujours utilisée comme un prétexte. Le racisme n'est pas exclusif d'une couleur de peau contre les autres, d'une culture contre les autres, d'un continent contre les autres ; il s'agit d'un instrument stimulé par les capitalistes pour mobiliser certains groupes de travailleurs contre d'autres, afin que leur exploitation commune passe inaperçue.

Ce que nous avons appelé le «racisme noir contre les Noirs» en Afrique – ce douloureux paradoxe de la lutte des classes – dévoile le fonctionnement de ce mécanisme. En pleine crise économique, les travailleurs noirs sud-africains se livrent à des agressions xénophobes contre les travailleurs immigrés noirs – boucs émissaires habituels. Forme traditionnelle de la lutte du prolétariat contre la paupérisation et la faim, les pillages ont dans ce cas un caractère nettement xénophobe : ils épargnent les entreprises nationales et attaquent leurs concurrentes étrangères. Les rivalités interethniques et «nationales» les plus anciennes et les plus enracinées – entre guillemets, car dans l'Afrique post-coloniale, en raison des particularités des processus de décolonisation, la nation est la simple conséquence de l'État¹ – sont utilisées pour faire de certains groupes de travailleurs de véritables troupes de choc au service des intérêts capitalistes. Ce «nationalisme militant», bien au goût des secteurs hégémoniques de l'ANC, est la porte d'entrée du fascisme.

Quel genre de régime pourrait résulter de l'abject racisme noir contre les Noirs ?

Passa Palavra (10/09/2019)

<https://passapalavra.info/2019/09/128220/>

Discussion à propos de cet article :

João Marques : Comment pouvons-nous concrètement articuler la race et la classe, afin de sortir d'une classe ouvrière abstraite, si nous voulons tenir compte du fait que les «marqueurs raciaux» apparaissent sous le régime d'exploitation capitaliste et l'alimentent en retour ? À mon avis, dans les pays soumis au régime colonial, la classe ouvrière ne serait-elle pas d'abord délimitée par la race ? Abandonner la racialisation, en l'absence d'une identité de classe ouvrière, est-ce suffisant pour une lutte anticapitaliste ?

João Bernardo

1) Les colonialismes britannique et français ont stimulé la formation d'élites autochtones modernes dans leurs colonies africaines. À Paris, le mouvement en faveur de la négritude et la revue *Présence Africaine*, réunis autour de personnalités comme Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire et d'autres, sont représentatifs de cette démarche. Dans certains cas, la transition vers l'indépendance a pu s'effectuer plus ou moins pacifiquement, et les travailleurs noirs ont été soumis exclusivement aux élites capitalistes noires. Dans les colonies portugaises, et encore davantage au Congo belge, les colonisateurs ne se sont pas souciés de stimuler la formation d'élites autochtones modernes ; ils ont même dressé des obstacles à leur formation, de sorte que les indépendances sont advenues au terme de processus plus violents ; les

¹ Cf. le livre de João Bernardo et Manolo, *De retour en Afrique : des révoltes d'esclaves au panafricanisme*, Editions Ni patrie ni frontières, 2018.

nouvelles élites politiques et économiques autochtones sont issues des hiérarchies militaires générées par les guérillas. Etudier les processus d'indépendance africains, c'est dépasser le mythe de la race, ou de la couleur de peau, et affronter la réalité de la réorganisation interne des classes capitalistes. Dans cette même perspective, l'étude des transformations en Afrique du Sud après la fin de l'apartheid est fascinante.

C'est pourquoi j'ai écrit, dans le «Manifeste sur la gauche et les gauches» (2014) : «Le jour où apparaîtra un mouvement noir qui critique la formation des élites noires et les rapports d'inégalité et d'exploitation entre les Noirs avec la même véhémence avec laquelle il critique le racisme anti-Noirs, alors ce mouvement deviendra partie intégrante du processus général de renouvellement de la classe ouvrière.»

2) Le racisme noir contre les Noirs, analysé dans cet article de *Passa Palavra*, montre qu'il est illusoire de considérer les Noirs en bloc, comme s'ils constituaient une seule entité. Lorsque des racistes noirs sud-africains persécutent, tabassent et tuent des Mozambicains ou des Nigériens noirs, ou des personnes originaires d'un autre pays africain, ils montrent en pratique que les concepts raciaux ne servent pas à analyser la réalité.

3) Comme si ces horreurs ne suffisaient pas, j'ai lu récemment que plusieurs centaines de féministes sud-africaines se sont réunies à Johannesburg pour protester contre les meurtres de femmes par des hommes. Certaines demandent même que la peine de mort, abolie en 1995, soit réintroduite pour les cas de viol.

Au début des années 80, lorsque les islamistes ont pris le contrôle de la révolution iranienne et que Khomeiny commença à ordonner la pendaison d'un grand nombre de personnes, je me souviens d'avoir vu, près de la Sorbonne à Paris, où je vivais à l'époque, des affiches proclamant : «*Non à la pendaison des femmes en Iran.*» Ces affiches étaient signées par un groupe féministe et, à l'époque, je considérais comme une étrange perversion idéologique le fait de dénoncer seulement la pendaison des femmes mais pas celle des hommes sur la même affiche. Cependant, ce qui m'avait laissé perplexe à l'époque est désormais devenu la règle commune. Les manifestations féministes qui ont lieu aujourd'hui à Johannesburg ne dénoncent pas le racisme noir contre les Noirs en général, mais le racisme masculin contre les femmes noires. Et quand il s'agit du racisme de femmes noires contre d'autres femmes africaines ? Faut-il laisser uniquement aux «sœurs» le soin de s'en occuper ? Nous sommes tombés bien bas.

ANNEXE : articles en portugais par Passa Palavra sur l'Afrique du Sud, Nelson Mandela et l'ANC, ou de textes d'autres auteurs écrits dans d'autres langues :

<https://passapalavra.info/2013/12/89384/> ;
<https://passapalavra.info/2018/03/118928/> ; <https://passapalavra.info/2012/12/68826/> ;
<https://passapalavra.info/2014/01/90402/> ; <https://passapalavra.info/2013/06/78772/> ;
<https://passapalavra.info/2010/04/100911/> ; <https://passapalavra.info/2010/06/25133/> ;
<https://passapalavra.info/2011/05/40485/> ; <https://passapalavra.info/2009/02/772/>

² <http://nfnf.eu/spip.php?article135> (NdT).

Ouvrez les yeux sur l'Afrique !

L'internationalisation des luttes et la méthode d'analyse de celles-ci n'ont jamais été aussi urgentes et nécessaires.

Il se passe actuellement beaucoup de choses en Afrique qui exigent notre attention et un positionnement de toute la gauche, mais surtout du mouvement noir. Il est toutefois surprenant de constater comment ce dernier – dans les blogs, les sites web et les profils collectifs sur les réseaux sociaux – est resté silencieux ou, au mieux, a timidement rapporté ces faits, sans procéder à des analyses plus approfondies ou même superficielles.

* * *

Commençons par la lutte sociale la plus évidente en Afrique actuellement, dans l'ancienne colonie britannique du Nigeria.

Contrairement à ce que laisse croire le récit qui circule dans ces milieux – beaucoup moins éloquent que leur silence, d'ailleurs – la lutte au Nigeria qui remonte à 2017 mais a redémarré en octobre de cette année (2020) ne peut être définie de manière générale comme une lutte des Noirs contre la violence policière. Elle ne peut être comparée avec la lutte contre les violences policières dans les pays où les Blancs sont majoritaires aux postes de pouvoir, dans les espaces publics et privés, comme aux États-Unis ou au Brésil. Car ces positions, au Nigeria, sont occupées par des Noirs, qui exploitent et oppriment violemment la classe ouvrière locale, soumise à l'exclusion sociale et à une pauvreté colossales. Il ne s'agit donc pas d'une violence policière générique, qui unirait les Noirs dans une lutte contre le racisme générique, mais d'une violence policière et d'un racisme qui profitent spécifiquement à une élite noire.

Contre cette lutte, l'État nigérian réagit violemment, non seulement en tirant sur des manifestants pacifiques et en faisant plusieurs morts, mais aussi en tirant sur des personnes étrangères à ces manifestations et en envahissant leurs maisons pour les tuer, en emprisonnant des centaines de personnes, en imposant des couvre-feux et en envisageant de bloquer l'internet et de censurer les réseaux sociaux.

Le climat de révolte et les difficultés matérielles ont amené la population nigériane à envahir et à piller des entrepôts contenant des denrées qui, dans un contexte d'inflation et de chômage élevé, auraient déjà dû être distribuées. Le gouvernement se défend en prétendant qu'il s'agissait de locaux abritant des réserves pour la deuxième vague de la Covid-19, mais les manifestants affirment que le gouvernement avait l'intention de les revendre.

Des manifestations ont également lieu dans un autre pays, l'Angola, l'un des plus grands exportateurs de pétrole au monde, dont la population très pauvre est soumise à la violence policière, au chômage, à l'inflation et à une véritable kleptocratie. La Covid-19 a aggravé ces problèmes. En conséquence, plusieurs manifestations ont éclaté ces derniers mois – maintenant interdites par le gouvernement qui prétend ainsi contenir la propagation du nouveau coronavirus – avec de nombreuses arrestations et personnes blessées. Mercredi dernier, qui correspondait ironiquement à la date du 45^e anniversaire de l'indépendance, a eu lieu une nouvelle manifestation, avec une nouvelle répression violente et l'assassinat d'un manifestant. Pour l'un des militants impliqués dans les manifestations, *«alors que certains veulent parler et dialoguer, d'autres se mettent à tirer [...] Le principal responsable moral est le président de la République [...] On ne peut pas tourner autour du pot.»*

*

Comme si les difficultés actuelles ne suffisaient pas, les habitants des zones rurales septentrionales du Nigeria sont également victimes de la violence de personnes – noires comme elles – qui sont favorables à l'établissement d'un régime encore plus oppressif, les membres de Boko Haram. Une récente dépêche d'une agence de presse rapporte ce que de nombreux Nigériens sont contraints d'endurer dans cette région : *«ils [les gens de Boko Haram] ont attaqué le village de Kumari [...] tuant quatre villageois pendant leur sommeil [...] ; ils n'ont pas utilisé d'armes à feu pour éviter d'alerter les soldats d'une ville voisine [...]. La région a également été la cible de tirs répétés et d'attentats-suicides [...] ; des sources affirment que les djihadistes ont brûlé vif trois personnes et en ont découpé en morceaux une quatrième dans un autre village, alors qu'elle était encore en vie ; [...] deux paysans ont également été tués alors qu'ils travaillaient dans les champs et plusieurs autres ont été pris en otage».*

Cette situation n'existe cependant pas seulement au Nigeria. Les nouvelles récentes sur le Mozambique nous donnent une idée de ce que cela représente d'être pris en tenailles entre une élite autochtone oppressive et exploiteuse et une insurrection djihadiste encore pire. Plus de cinquante personnes ont été décapitées dans le nord du Mozambique par des militants djihadistes. Les militants ont installé une estrade sur le terrain de football d'un village, où ils ont décapité et découpé en morceaux les corps. Plusieurs personnes ont également été décapitées dans un autre village. Ces décapitations sont les dernières d'une série d'agressions que les militants mènent depuis 2017, à Cabo Delgado, province riche en gaz naturel.

Plus de 2 000 personnes ont été tuées et environ 430 000 ont été déplacées par le conflit dans la région à majorité musulmane. Les militants sont liés à l'État islamique, ce qui lui donne un point d'appui en Afrique australe. Le groupe a exploité la pauvreté et le chômage pour recruter des jeunes dans sa lutte pour établir un État islamique dans la région. De nombreux habitants se plaignent de n'avoir que peu profité des retombées des industries du rubis et du gaz dans la province.

Mais les Africains ne souffrent pas seulement de l'exploitation, des gouvernements autoritaires et corrompus et des groupes paramilitaires : ils souffrent aussi de la xénophobie et du racisme noir contre les Noirs. Si la défense des Africains qui cherchent à se réfugier en Europe – et des immigrés qui y sont victimes de racisme – est très répandue à gauche, la défense des réfugiés ou des immigrés africains victimes de racisme en Afrique même ne suscite pas autant d'intérêt. Le problème persiste.

Bien que le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, ait envoyé une mission dans plusieurs pays africains l'année dernière pour les rassurer et réaffirmer l'engagement de l'Afrique du Sud *«envers les idéaux d'unité et de solidarité panafricaines»*, la situation est différente, comme le montre cette information récente : *«Les autorités sud-africaines disent avoir commencé à expulser 20 réfugiés et immigrés qui ont participé à un sit-in pendant plusieurs mois pour protester contre la xénophobie. Ils sont pour la plupart originaires de pays africains et ont demandé à être réinstallés en dehors de l'Afrique du Sud. Ces immigrés ont exprimé notamment le souhait d'aller s'installer au Canada, a déclaré le ministère sud-africain des Affaires intérieures. Le sit-in a débuté devant le bureau du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés au Cap, en octobre 2019. Des centaines de personnes ont participé à la campagne, qui a duré cinq mois, une église leur servant de refuge. À l'époque, les immigrés ont déclaré qu'ils ne se sentaient pas en sécurité à cause des agressions xénophobes qu'ils subissaient dans les villes sud-africaines, et qu'ils étaient maltraités et discriminés. Depuis 2008, plusieurs flambées de violence xénophobe contre les étrangers du reste du continent ont éclaté dans plusieurs villes du pays. Les immigrés sont généralement attaqués dans les communautés où ils vivent, accusés de s'approprier des emplois et des ressources.»*

Isolés, persécutés et massacrés chez eux, discriminés et maltraités par d'autres Africains lorsqu'ils cherchent asile ou refuge dans d'autres pays... L'Afrique produit ses propres naufragés. Seront-ils en sécurité quelque part ? C'est à la gauche et aux travailleurs du monde entier de créer les conditions pour qu'ils puissent rester, en luttant avec des actes et des paroles qui se projettent au-delà des frontières, contre toutes les institutions responsables de les transformer en parias et en apatrides. Malheureusement, nous en sommes loin.

A ces problèmes s'ajoutent les instabilités politiques et sociales liées aux conflits électoraux, dans lesquels des groupes politiques rivaux stimulent les conflits ethniques pour conquérir le pouvoir ou s'y maintenir.

Par exemple, la Côte d'Ivoire est une gérontocratie où les disputes entre de vieux politiciens amènent les jeunes à s'entretuer. L'actuel président du pays, Alassane Ouattara, après la mort de l'homme choisi pour lui succéder en juillet, a décidé de se présenter pour un troisième mandat, prétendant qu'un changement de la Constitution durant son mandat lui donnait le droit de rester au pouvoir pour deux autres mandats. Le Conseil constitutionnel local a approuvé la manœuvre et a en même temps empêché 40 des 44 candidats de l'opposition de se présenter, dont un ancien président, Laurent Gbagbo, qui est accusé de crimes contre l'humanité et doit répondre devant la Cour pénale internationale.

Ouattara a interdit les manifestations ; il a participé aux élections boycottées par l'opposition qui a appelé la population à la désobéissance civile, et il a finalement été réélu. 21% des bureaux de vote sont restés fermés et certains ont été détruits, les manifestants bloquant le vote dans d'autres, au milieu de conflits ethniques qui ont causé des dizaines de morts et la fuite de 3 600 personnes au Libéria. L'un des candidats de l'opposition, l'ancien président du pays, Henri Konan Bédié, a vu sa maison encerclée par des soldats et plusieurs de ses partisans ont été arrêtés ; Bédié lui-même a été détenu dans une prison privée par la police, qui a également attaqué les journalistes présents.

Le Conseil constitutionnel du pays, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et l'Union africaine ont validé les élections.

En Tanzanie, le président sortant, John Magufuli – qui nie l'existence de la pandémie aux côtés de Bolsonaro, Loukachenko, Trump et autres politiciens –, a été réélu lors d'élections frauduleuses, alors que son parti a obtenu suffisamment de sièges pour abolir la limite des mandats fixée par la Constitution. Après s'être vu refoulé par l'ambassade américaine, l'un des leaders de l'opposition a été arrêté dans le quartier des ambassades européennes, puis interrogé par la police, tandis que les diplomates allemands l'attendaient devant leur bâtiment.

Pendant ce temps, Cyril Ramaphosa a félicité Magufuli pour les «élections pacifiques» qui s'étaient tenues dans son pays, tandis que la Communauté de l'Afrique de l'Est, en tant qu'observateur, leur donnait son blanc-seing. Parmi les dirigeants africains et dans les organismes multilatéraux du continent la tendance est par conséquent de favoriser les présidents en exercice : l'autoritarisme local est donc soutenu par la Communauté des États africains elle-même.

Enfin, nous ne pouvons omettre de mentionner le cas de l'Éthiopie, où un conflit vient d'éclater et qui pourrait conduire à une guerre de grande ampleur, dont la cause immédiate est le différend entre le Premier ministre, Abiy Ahmed Ali, prix Nobel de la paix, et la province du Tigré, dominée par le Front populaire de libération du Tigré (FLPT), parti qui a dominé le pays jusqu'à l'arrivée au pouvoir d'Abiy à la suite des importantes protestations de l'ethnie oromo en 2018.

Abiy a dissous la coalition sur laquelle était fondé le gouvernement et a fusionné les partis (qui la composaient et représentaient les différents groupes ethniques du pays) en une seule organisation, le

Parti de la Prospérité, auquel le FLPT a refusé de se joindre. Le gouvernement a commencé à exclure les membres du FLPT du pouvoir et a reporté les élections en raison de la Covid-19, prolongeant ainsi le mandat d'Abiy. Pendant ce temps, s'opposant au report du scrutin, la province du Tigré a organisé des élections locales, considérées comme illégales par Abiy, qui a ensuite bloqué l'accès du FLPT aux ressources fédérales. Enfin, une attaque contre une base militaire, attribuée par Abiy au FLPT, mais à propos de laquelle le Front nie toute implication, a servi de prétexte au déclenchement de la campagne militaire désormais lancée contre le Tigré, utilisant l'artillerie lourde et les frappes aériennes.

Ce qui aggrave la situation, c'est qu'Abiy est confronté à un conflit contre les séparatistes de l'Oromia³, sa propre province, et qu'il essaie d'étouffer d'autres protestations partout ; dans ce scénario, il y a eu des massacres, principalement d'Amharas, un autre groupe ethnique du pays. Et les forces liées au FLPT, selon des témoins entendus par Amnesty International, qui a également eu accès à des images, ont attaqué des civils – *«des travailleurs n'ayant aucune implication dans le conflit»* – avec des couteaux et des machettes dans le sud-ouest du Tigré, entraînant la mort de nombreuses personnes, peut-être des centaines.

Comme si cela ne suffisait pas, le conflit menace de conduire plusieurs pays de la Corne de l'Afrique à la guerre : les forces du Tigré, par exemple, ont confirmé le tir de plusieurs missiles sur Asmara, la capitale de l'Erythrée, qui soutient le gouvernement central éthiopien ; d'autre part, environ 25 000 réfugiés éthiopiens ont déjà franchi la frontière soudanaise. Enfin, la construction d'un barrage en Éthiopie, qui menace de réduire le débit du Nil vers le Soudan et l'Égypte, complique encore la situation.

*

Tant que la gauche, et en particulier le mouvement noir, ne combinera pas la lutte contre l'oppression et l'exploitation dans un pays avec la lutte contre l'oppression et l'exploitation dans tous les autres, il sera impossible d'internationaliser les luttes anticapitalistes et antiracistes. Rien ne nous séparera davantage de ceux qui mènent ces combats en Afrique que notre refus de tenir compte de leur nature réelle – c'est-à-dire de les analyser comme des luttes du prolétariat autochtone contre les oppresseurs et les exploités autochtones – ou de les passer sous silence ou de les mentionner de manière vague et générique (en les présentant par exemple comme des luttes contre la violence policière).

Il en va de même lorsque le mouvement noir célèbre le règne d'anciens souverains africains, qui ont poursuivi leurs propres politiques impérialistes et/ou imposé leurs propres formes d'exploitation du travail, ou lorsqu'il refuse de critiquer des traditions locales. De cette façon aussi, nous nous éloignons du prolétariat en lutte en Afrique.

C'est la direction qu'a prise le mouvement noir. Nous sommes donc confrontés à une énorme contradiction : ceux qui soutiennent que les objectifs spécifiques des Noirs doivent avoir plus de visibilité sont aussi ceux qui accordent le moins de visibilité aux luttes spécifiques du prolétariat africain face à ses propres bourreaux, luttes qui s'inscrivent dans le cadre global de la lutte de la classe ouvrière contre les capitalistes dans le monde entier. Enfin, l'articulation entre le particulier et le général, l'internationalisation des luttes, et la méthode même d'analyse de ces luttes, n'ont jamais été plus urgentes et nécessaires, mais beaucoup ont préféré tourner le dos à l'Afrique.

Une exception mérite d'être mentionnée : la position du groupe Quilombo Vermelho qui, dans une récente lettre-programme, a écrit : *«La lutte antiraciste qui se développe aux États-Unis est menée*

³ Cette région compte 26,5 millions d'habitants (soit un peu plus d'un quart de la population éthiopienne), 44,3 % de musulmans et 41,3 % de chrétiens. Les Oromos représentent 85% de la population de cette province et les Amharas 9,1% (NdT).

contre Trump et les républicains, mais elle doit aussi faire face à la tentative de cooptation des démocrates, car nous n'avons pas oublié que c'est sous le gouvernement d'Obama que Black Lives Matter a émergé ; que la violence policière contre les Noirs n'a même pas diminué et que des dizaines de pays ont été bombardés par le gouvernement Obama. Nous ne luttons pas pour mettre davantage de Noirs au pouvoir, pour gérer la barbarie capitaliste, pour avoir des Noirs parmi les grands milliardaires de ce monde, alors que la grande majorité de notre peuple est abandonnée dans la misère et la faim. Nous ne combattons pas pour être mieux "représentés" dans les entreprises capitalistes, pendant que perdurent l'exploitation et l'oppression de la grande majorité de l'humanité.»

A l'exception du groupe que nous venons de citer, les militants de gauche et les activistes du mouvement noir en général ne cherchent pas à analyser ces problèmes et à assumer une position politique sur ce sujet – internationaliste et antiraciste – qui est pourtant indispensable pour la lutte anticapitaliste.

Passa Palavra (17/11/2020, <https://passapalavra.info/2020/11/135096/>)

Débat:

Enrique : Récemment, ce site a publié un texte⁴ qui abordait, entre autres, la manière dont le régime tchéchène cherche à contrôler les Tchétchènes de la diaspora. Une nouvelle publiée aujourd'hui brosse un tableau très similaire, non pas en Europe mais en Afrique, au Rwanda.

L'article ci-dessus analyse brièvement les *«luttés du prolétariat indigène contre les oppresseurs et les exploités autochtones»* dans certains pays africains, mais c'est un sujet sans fin qui pourrait occuper de très nombreuses pages, si cela ne dépendait pas des mouvements identitaires, bien sûr.

Les preuves sont là pour qui veut les voir : elles démontrent comment le remplacement des capitalistes blancs par des capitalistes noirs, et des gouvernants blancs par des gouvernants noirs bouleverse tout... pour que tout reste pareil.

Cependant, pour certains, il s'agit de la «révolution» elle-même. Un chroniqueur de la *Folha de Sao Paulo*, par exemple, a écrit il y a deux jours, à propos des résultats des élections municipales brésiliennes du week-end dernier, que *«la gauche est vivante dans les corps noirs et trans qu'elle a élus»*, et que *«la révolution commence en étant noire et trans»* ; il conclue que *«les vents que soulève l'espoir emportent les corps noirs, trans, vers le centre du pouvoir. Ce qui pour les autres est une identité, pour nous est l'existence même [...] Et ce n'est que le début. Lorsque ces corps se déplacent au centre de la politique, nous avançons tous. Nous avançons en sachant que le bolsonarisme, affaibli, et le centre et la droite traditionnels, renforcés, sont à l'affût»*.

En fait, ce journaliste n'a pas tort, dans la mesure où la «révolution» identitaire, le fascisme radical d'aujourd'hui, ou l'aile gauche du fascisme d'aujourd'hui, ne pourra s'affirmer qu'en procédant à trois opérations simultanées :

- 1) détruire tout vestige d'anticapitalisme et d'internationalisme dans la classe ouvrière ;
- 2) écarter le fascisme national-populiste conservateur de dirigeants comme Bolsonaro, en prenant sa place ;
- et 3) construire comme adversaire une droite traditionnelle contre laquelle se projeter.

⁴ «Persister dans l'erreur ?» <http://nfnf.eu/spip.php?article796> (NdT).

Le chroniqueur de la *Folha de Sao Paulo* a synthétisé, peut-être grâce à un acte manqué, la dynamique même de la montée du fascisme identitaire, qui se développe en ce moment, devant nous, partout. Au moins l'opération numéro 1 a été menée à bien.

La classe ouvrière peut-elle se débarrasser de cette autre variante du fascisme ? Si cela dépend de la majorité de la gauche et de la conception de la lutte antiraciste qui y prédomine, la réponse est malheureusement non.

João Bernardo : Nous – Passa Palavra et ceux qui critiquent ici les identitarismes –, nous n'inventons rien, nous répondons aux situations existantes. Quand Passa Palavra, dans l'article sur «Le racisme des Noirs contre les Noirs» en Afrique, montre que «*le racisme et la xénophobie n'ont pas de couleur*» ou quand je critique, dans mon essai sur «L'autre face du racisme⁵», la biologisation de la culture opérée par le mouvement noir, nous n'inventons rien, parce que ce sont les racistes noirs eux-mêmes, africains ou pas, qui le disent.

Je citerai plus longuement l'article de Thiago Amparo, que Fagner mentionnait dans son commentaire : «Il y a eu 25 candidatures trans élues en 2020, selon l'Antra (Association nationale des travestis et transsexuels). Des victoires ont également été observées dans des villes de taille moyenne [...]. Les Noirs ont brisé le plafond de verre à Curitiba, avec l'élection de la première conseillère noire, Carol Dartora, par le Parti des travailleurs. La veuve de Marielle Franco⁶, Monica Benício, a été élue à Rio, avec l'appui des quartiers noirs de Tainá de Paula et de Thais Ferreira, un quilombo⁷ de la banlieue de São Paulo, ce qui est vraiment top. Plusieurs candidates soutenues par l'Institut Marielle Franco ont été élues en dehors du Brésil. Ce sont les Marielle et les Dandara⁸ présentes, élues qui incarnent les voix des foules pour une politique radicale, parce qu'elle est authentique. La révolution commence en étant noire et trans.»

Mais Thiago Amparo omet la situation des homosexuels en Afrique et la pratique des mutilations génitales féminines. Il y a deux jours, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Suisse pour avoir extradé vers la Gambie un citoyen de ce pays qui avait demandé l'asile en 2008 parce qu'il était homosexuel ; les autorités suisses avaient rejeté sa demande au motif que la situation des homosexuels s'était améliorée en Gambie. Le problème ne se pose pas seulement en Gambie, il concerne pratiquement tous les pays africains. Dire que «*la révolution commence en étant noire et trans*» est un mensonge, car le fait que l'Afrique soit noire n'empêche pas ces sociétés de persécuter les homosexuels et les transgenres.

Pourquoi, alors, une telle hypocrisie ? Parce qu'elle sert d'outil à ceux qui – quelle que soit la couleur de leur peau et leurs préférences sexuelles – veulent convaincre leurs semblables que cela suffit pour défendre tout le monde. Non, ce n'est pas suffisant, comme le montre l'Afrique.

⁵ <http://nfnf.eu/spip.php?article783> (NdT).

⁶ Marielle Franco (1979-2018), femme politique, militante du PSOL (trotskyste), sociologue, défendant les droits humains et LGBT, assassinée par d'ex-militaires sous l'ordre de trois députés du MDB, le parti du président Terner (NdT).

⁷ *Quilombo* : communauté d'esclaves en fuite (NdT).

⁸ Dandara, guerrière et stratège, compagne de Zumbi das Palmares, dirigeant d'une république dissidente regroupant environ 20 000 esclaves évadés, Amérindiens, mulâtres et Blancs libres à la fin du XVII^e siècle, au nord-est du Brésil. Son mari fut décapité et elle se jeta dans le vide du haut d'une falaise plutôt que d'être arrêtée (NdT).

Ainsi, le silence du mouvement noir face à ce qui se passe en Afrique montre qu'il est du côté des dirigeants africains et non du côté de leurs victimes. A la suite de mon article «Classe / Identités⁹», un commentateur a ironiquement écrit : «*Félicitations à l'auteur, et à Passa Palavra pour avoir mis en lumière ce processus si mauvais qui aboutit à ce que des Noirs intègrent les élites !*» Dans certains cas, il s'agit d'un dialogue de sourds, mais ce n'est pas le cas ici. Nous avons affaire à une syntonie, nous sommes en quelque sorte sur la même longueur d'onde. Nous les accusons de prétendre être de nouvelles élites. Et ils prétendent être de nouvelles élites. La confrontation politique ne peut pas être plus claire.

Enrique : Ces deux camps, ou plutôt, ces deux visages d'un même camp, ont su fragmenter politiquement la classe ouvrière et même les capitalistes, en profitant et en approfondissant la grave crise que traversent leurs institutions les plus traditionnelles, et en essayant de faire converger la pratique politique des deux classes, soumise à cette fragmentation, vers un projet de pouvoir nettement raciste et sexiste et quasi totalitaire. Bien sûr, cette fragmentation a aussi d'autres racines : l'expansion de la souveraineté des entreprises transnationales ; la fragmentation des chaînes de production ; la démoralisation et l'épuisement des principaux partis de gauche et de droite ; la diminution de la pertinence des syndicats en tant que mécanismes pour contenir les luttes et les convertir en de véritables entreprises ; la conversion rapide des mouvements sociaux en mécanismes servant à l'ascension des nouveaux gestionnaires ; la diffusion de l'économie informelle et de la sous-traitance ; le fractionnement des processus de travail en modalités matérielles et immatérielles, etc. L'important est que ces deux visages du fascisme ont contribué à cette fragmentation et à ce goulet d'étranglement, en se faisant bien sûr concurrence. Et au lieu de chercher des solutions à ces problèmes et d'essayer de refonder une politique qui articule anticapitalisme, internationalisme, antiracisme, anti-machisme et anti-impérialisme, les personnes qui ont été à l'avant-garde des luttes anticapitalistes ont contribué à la formation d'un populisme identitaire raciste et sexiste.

Autres articles du site Passa Palavra en français

<http://nfnf.eu/spip.php?rubrique149>

⁹ <http://nfnf.eu/spip.php?article634> (NdT).